



Israël notre olivier franc n° 9 /2017

La Suisse va interrompre son aide à des ONG anti-israéliennes : un exemple à suivre par Shraga Blum

Juin 13, 2017 LPH

« Le Conseil des Etats, qui est la chambre haute du parlement suisse a adopté mardi une mesure qui modifie en profondeur la politique d'aide financière aux ONG qui agissent dans le cadre du conflit israélo-palestinien, et qui se livrent le plus souvent à de l'incitation à la haine, à la violence ainsi qu'à de la propagande antisioniste et antisémite.

Il s'agit une fois de plus du résultat d'un travail de fourmi et de lobbying de NGO Monitor qui dévoile les dessous de cette quantité d'organisations – non-juives ou juives – qui luttent contre Israël sous couvert de défense des droits de l'homme ou de promotion de la paix.

Le texte de loi avait été adopté il y a trois mois par la chambre basse, le Conseil national, après avoir été présenté par Christian Imark, conseiller de Soleure et membre de l'UDC, parti de droite. NGO Monitor avait démontré qu'il n'existe presque aucun contrôle sur la destination des fonds versés par des pays européens et que ces derniers ne s'intéressaient pas vraiment à savoir qui étaient ces organisations qu'ils aidaient. La nouvelle loi fixe désormais des critères très précis qui justifieront ou non le versement d'aide financière suisse à des ONG qui agissent dans le cadre de ce conflit.

Après cette décision helvétique, le directeur de NGO Monitor, Prof. Gerald Steinberg a noté avec satisfaction que la Suisse est le premier pays d'Europe à adopter une telle loi. Il a indiqué que les pays européens prennent de plus en plus conscience du fait que pensant aider à la paix et à la coexistence, ils alimentent en fait le terrorisme et la haine à cause de la duplicité de toutes ces organisations qui prétendent agir pour de nobles causes.

Les cas récents de la Norvège et du Danemark concernant leur reconsidération de l'aide financière accordée à l'Autorité Palestinienne confirment cette évolution bienvenue. »

25 ans de relations Israël-Inde : un exemple à suivre Par Solange Hendi 25 juin 2017 le Monde juif

« La première semaine de juillet va se dérouler au Proche-Orient un événement qui passera totalement inaperçu des opinions publiques européennes et américaines, mais pas des chancelleries et non plus également des dirigeants des pays arabes ou musulmans : Narendra Modi, le 1er ministre du pays le plus

peuplé de la terre, l'Inde qui vient de dépasser la Chine avec plus de 1 milliard 200 millions d'habitants, sera en Israël à l'occasion des 25 ans de relations diplomatiques entre les 2 pays.

Si ce n'était la différence de tailles entre les 2 pays – l'Inde 150 fois plus peuplée qu'Israël -, où serait la surprise étonnante des diplomates pour ce voyage ?

Simplement parce que ce 1er ministre ira à Jérusalem en Israël mais pas à Ramallah et il n'attendra aucune visite de dirigeants palestiniens à son hôtel de Jérusalem en Israël. Il ne rencontrera que des responsables politiques israéliens et aucun palestinien.

Et ceci contrairement à tout le ballet diplomatique depuis des années.

Il était impossible au moindre chef d'Etat, chef de gouvernement ou ministre des affaires étrangères en visite en Israël de ne pas aller ensuite à Ramallah. Tous y passaient et s'il y avait une tentative de ne pas le faire, alors l'artillerie lourde était déployée : des palestiniens au roi d'Arabie Saoudite en passant par les roitelets, la Turquie, l'Iran, la Ligue arabe tous menaçaient et gagnaient : pas de visite sur la tombe d'Arafat pas de visite à Yad Vashem.

Mais le premier ministre indien vient de casser sèchement cette vieille habitude tournée contre Israël.

Il l'a déclaré sans détour : 'nous avons des intérêts nombreux et importants avec Israël et comme tous les états du monde nos intérêts passent avant nos amitiés. Cela ne nous empêchera pas de penser ce que nous voulons concernant la paix israélo-palestinienne mais cela ne nous obligera pas à voter systématiquement et moi j'ajoute, obligatoirement, les requêtes palestiniennes ou pro-palestiniennes.'

L'Inde l'a déjà prouvé en s'abstenant récemment dans des votes onusiens ou à l'Unesco sur des textes qu'elle aurait approuvés il y a encore quelques mois. N'oublions pas que pendant des dizaines d'années l'Inde influençait très fortement les votes des pays du tiers monde et en particulier pour tout ce qui concernait les palestiniens.

Cette décision indienne d'une importance énorme dans la région arrive au moment où différents pays commencent à envisager d'installer leur ambassade à Jérusalem.

Les choses bougent et commencent à prendre une voie différente et il serait important que la France s'en rende bien compte elle aussi et cesse de mener sans réévaluation la bonne vieille politique arabe et antisioniste du quai d'Orsay.

Un nouveau Président de la République et un nouveau ministre des Affaires Etrangères arrivent peut-être au bon moment. »

Editorial sur Radio J de Serge Hajdenberg, Président de Radio J, du VENDREDI 23 JUIN 2017 – 29 SIVAN 5777

(Note : les paragraphes rédigés en caractères gras sont d'origine)

Avec mon très cordial shalom

Jean-Michel BUISSON – juin 2017